



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 27/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Gravières et Matériaux rhénans- GMR

lieu dit Eichlag + Kleinfeld à HEGENHEIM
ZERC3
68220 Hégenheim

Références : 0006700258_2026_01_20_GMR_ HEGENHEIM_VISuiEch
Code AIOT : 0006700258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement Gravières et Matériaux rhénans- GMR implanté lieu dit Eichlag + Kleinfeld à HEGENHEIM ZERC3 68220 Hégenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à une mise en demeure du 26 février 2025 due à une exploitation de carrière au delà de la cote altimétrique du fond de fouille prescrit par l'arrêté d'autorisation du 21 mai 2021.

Référentiels utilisés:

- Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de

déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées

- Arrêté du 26 février 2025 portant mise en demeure à la société GMR de respecter les dispositions applicables et imposant des mesures conservatoires pour sa carrière d'HEGENHEIM,

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Gravières et Matériaux rhénans- GMR
- lieu dit Eichlag + Kleinfeld à HEGENHEIM ZERC3 68220 Hégenheim
- Code AIOT : 0006700258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière autorisée par arrêté préfectoral du 21 mai 2021 jusqu'au 25 janvier 2031.

La zone d'extraction est de 2 ha 90 ca pour une vitesse de production de 45000t/an (200 000 t/an au maximum)

L'extraction (à sec) doit être achevée au plus tard le 25 janvier 2029 et la remise en état (remblaiement au TN) doit être achevée le 25 juillet 2030.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Surveillance des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Altitude fond de fouille	AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 3	Levée de mise en demeure
3	Arrêt d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 4	Sans objet
4	Identification zone creusée trop profondément	AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 5	Sans objet
5	Analyse du remblais	AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 6,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		Annexe II AP 12/12/2014	
6	Nature des matériaux remblayés	AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 7 ,	Sans objet
7	Mesure pour stabilité du terrain	AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article Art 8	Sans objet
8	Incidence sur nappe phréatique	AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Mise en demeure du 26 février 2025 :

L'exploitant s'est conformé à l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure relatif à la profondeur d'exploitation.

Concernant le plan d'exploitation, il a été constaté qu'il n'a pas été mis à jour depuis plus d'un an. Un justificatif est attendu en ce sens.

Mesures conservatoires :

Concernant l'incidence de la surexploitation et des remblais associés sur les eaux souterraines, une étude hydrogéologique a été réalisée. Elle préconise notamment l'ajout de nouveaux piézomètres. Ceux-ci n'ont pas encore été réalisés par l'exploitant. Des justificatifs sont attendus sur ce point.

Par ailleurs, des prescriptions complémentaires sont proposées afin de pérenniser les modalités de surveillance des eaux souterraines.

Il n'a pas été constaté de non-conformité pour les autres points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de phasage
Prescription contrôlée : dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 susvisé : <i>« Chaque année, l'exploitant établit un plan d'exploitation orienté d'échelle adaptée à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés :</i> <i>(...)</i> <i>- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,</i> <i>(...) »</i>
Constats :

<p>Lors de la visite d'inspection du 9 janvier 2025, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas communiqué le plan d'exploitation de l'année en cours et que le dernier plan présenté ne comportait pas les limites des phases d'exploitation.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 13 janvier 2026, l'exploitant a apporté un plan d'exploitation de l'année 2025.</p> <p>Ce document précise, notamment, les modalités de phasage des travaux ainsi que les engagements de remise en état définitive applicables à l'ensemble du périmètre de la carrière en exploitation.</p> <p>Il est à noter que la dernière version référencée de ce plan porte la date du 10 janvier 2025, soit un plan datant de plus d'un an, ce qui constitue une non-conformité. L'exploitant a par ailleurs informé l'Inspection que la révision dudit plan est en cours d'élaboration, avec une finalisation prévue pour fin janvier 2026.</p> <p>Le plan de l'année 2026 n'ayant pas été fourni par l'exploitant, il est en l'état impossible pour l'Inspection de conclure sur la conformité de l'installation contrôlée avec l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée.</p> <p>S'agissant d'éléments documentaires ne remettant pas en cause les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et compte tenu des démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé de sanctions à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant de fournir le plan d'exploitation de l'année 2026 avec les limites des phases d'exploitations à l'inspection des installations classées sous un délais de quinze jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Altitude fond de fouille

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation à sec</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 susvisé :</p> <p><i>« L'exploitation du site n'est autorisée qu'à sec ; elle doit permettre un défruitement maximal du gisement à sec traversant les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses, sous réserve de la stabilité des talus. Toutefois, la cote d'extraction est fixée à 262,50 NGF sous réserve que cette cote soit 0,50 m au-dessus des plus hautes eaux décennales sur l'ensemble du périmètre d'extraction ; toute exploitation au-dessous de cette cote est interdite. (...) ».</i></p>
<p>Constats :</p>

<p>Lors de l'inspection du 9 janvier 2025, il a été relevé que le fond de fouille présentait, sur une portion de la carrière, un dépassement de la cote autorisée par la réglementation en vigueur.</p> <p>Lors de la visite d'inspection de suivi réalisée le 13 janvier 2026, il a été procédé à la visite du secteur concerné par la phase 3, où il a été confirmé que le niveau du fond de fouille correspondait à ce qui avait été relevé lors de la première visite du 9 janvier 2025 et aux plans fournis par l'exploitant datant du 10 janvier 2025. Un repère altimétrique matérialisant la cote réglementaire de 262,5 m NGF a été implanté par un géomètre-expert sur le site.</p> <p>L'exploitant a déclaré que les autres secteurs de la phase 3 avaient été creusés jusqu'à une cote de 266 m NGF.</p> <p>Il n'a pas été constaté de nouveaux surcreusements.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée et que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Arrêt d'exploitation

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation à sec</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>à compter de la notification du présent arrêté, tout remblaiement est suspendu dans les zones exploitées à une cote inférieure à 262,5 m NGF, y compris dans celles qui ont déjà été remblayées, jusqu'à transmission des justificatifs prévus aux articles 5 et 6 du présent arrêté et justification du caractère inerte des matériaux mis en remblaiement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les justificatifs demandés aux articles 5 et 6 de l'arrêté de mise en demeure et de mesures conservatoires ont été apportés par l'exploitant.</p> <p>Lors de l'inspection du 13 janvier 2026, un repère altimétrique, implanté par un géomètre-expert à la cote 262,5 m NGF était présent sur le site. Il a été constaté que les altimétries des secteurs concernés par le dépassement de la côte réglementaire correspondaient aux plans fournis par l'exploitant en date du 10 janvier 2025. Par ailleurs, un remblaiement partiel, déjà réalisé par l'exploitant avant le contrôle précédent, était visible sur place et correspondait aux indications portées sur les plans du 10 janvier 2025.</p> <p>Les travaux ont été bien interrompus dans les zones surexploitées depuis la notification de l'arrêté du 26 février 2025. L'exploitant s'est conformé à la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Identification zone creusée trop profondément

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation à sec
Prescription contrôlée : dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté , l'exploitant transmet, sur la base d'une étude historique, un plan sur lequel sont identifiées toutes les zones exploitées à une cote inférieure à 262,5 m NGF, y compris celles déjà remblayées. Il précise, dans le même délai, le volume total exploité au-delà de la limite prévue par l'article 3.5.1 de l'arrêté du 21 mai 2021 susvisé.
Constats : Le plan d'exploitation en date du 10 janvier 2025, fourni par l'exploitant, identifie clairement les zones où le creusement dépasse la cote réglementaire de 262,5 m NGF, ainsi que les secteurs ayant fait l'objet d'un remblaiement. Ce document correspond à la configuration de la carrière telle qu'observée lors de la visite d'inspection du 13 janvier 2026, comme indiqué dans le constat précédent. L'exploitant a communiqué dans son courrier de réponse du 17 décembre 2025, le volume des matériaux extraits au-delà de la cote réglementaire, environ 46 000 m ³ et le volume déjà remblayé correspondant à 26 000 m ³ . Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse du remblais

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation à sec
Prescription contrôlée : Pour les zones exploitées à une cote inférieure à 262,5 m NGF et déjà partiellement remblayées, l'exploitant justifie, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté , du caractère inerte des matériaux mis en remblaiement. Dans ce cadre, il fait réaliser des prélèvements à différentes profondeurs et jusqu'à la cote minimale sur l'ensemble de la surface concernée, qu'il analyse. L'exploitant justifie la représentativité des caractéristiques des prélèvements (nombre, profondeur). Les points de prélèvement et les profondeurs associées sont représentés sur un plan coté. Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres mentionnés à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé. L'exploitant communique, dans le délai précité, un bilan des analyses réalisées et la comparaison

des résultats par rapport aux limites fixées à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014.

Constats :

Il a été constaté que l'exploitant a sollicité un bureau d'études pour réaliser les mesures et les études demandées. Les résultats des analyses, détaillés ci-dessous, ont été communiqués par lettre du 17 décembre 2025 (rapports DEKRA du 03 juillet et du 10 décembre 2025).

Ainsi, une première série de sept sondages a été réalisée afin de quadriller les zones remblayées sur une épaisseur de dix mètres, à différentes altimétries, jusqu'à atteindre les premières couches alluvionnaires. Ces investigations ont permis de prélever trente-et-un échantillons, ensuite analysés au regard des seuils réglementaires définis par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI).

Il est à noter qu'un incident est survenu lors des opérations de transfert ou de livraison, rendant inexploitable deux échantillons issus du sondage S1, aux profondeurs de 5 à 6 mètres et de 6 à 7 mètres.

Les analyses ont révélé que trois échantillons présentaient des concentrations dépassant les seuils autorisés :

Sondage	Profondeur (m)	Altimétrie (m NGF)	Paramètre	Valeur mesurée (mg/kg)	Seuil ISDI (mg/kg)
S3	6-7	262 à 261	Molybdène	1,7	0,5
S6	6-7	262 à 261	Fraction soluble cumulée	5 800	4000
	6-7	262 à 261	Sulfates	2 600	1000
S6	7-8	261 à 260	Fraction soluble cumulée	5 100	4000
	7-8	261 à 260	Sulfates	2500	1000

Afin de préciser l'étendue des zones concernées, une seconde campagne de sondages a été menée autour des points présentant des dépassements. Huit nouveaux sondages ont été réalisés, permettant de prélever onze échantillons supplémentaires, dont les analyses n'ont pas révélé de nouveaux dépassements des seuils ISDI.

A la suite de cette seconde campagne de mesures, le volume de terres non conformes a été évalué à 260 m³ (180 m³ pour la maille S3 pour une profondeur de 6 à 7 m ; 40 m³ pour la maille S6 pour une profondeur de 6 à 7 m ; 40 m³ pour la maille S6 pour une profondeur de 7 à 8 m).

Il est à noter que des dépassement de seuils ISDI pour les fractions solubles cumulées et les

<p>sulfates ont été relevées. L'arrêté du 12 décembre 2014 précise que des déchets avec de tels dépassements de seuils peuvent encore être jugés conformes aux critères d'admission en ISDI si des mesures supplémentaires sont menées conformément à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014. Ces mesures supplémentaire n'ayant pas été réalisés, les résultats sont considérés tels que présentés ci-dessus.</p> <p>L'incidence de ces dépassements est précisée dans le constat suivant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Nature des matériaux remblayés

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 7</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Remblaiement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblaiement jusqu'à la cote de 262,5 m NGF est réalisé uniquement avec des matériaux issus de la carrière et de même nature que les matériaux extraits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 13 janvier 2026, l'exploitant a cessé d'exploiter dans la zone de dépassement de la côte réglementaire.</p> <p>A ce stade, aucun remblaiement n'a été réalisé dans la zone surexploitée depuis la notification de l'arrêté cité en référence.</p> <p>Dans le cadre de son courrier de réponse du 17 décembre 2025 à la visite d'inspection menée le 9 janvier 2025, l'exploitant avait formulé une proposition de remblaiement des zones situées en deçà de la cote 262,5 m NGF, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les niveaux inférieurs ou égaux à 50 cm au-dessus du niveau PHE 10 (soit 259,52 m NGF) : Utilisation exclusive de matériaux issus de la carrière, à savoir des sables alluvionnaires non commercialisables ; • Pour les niveaux supérieurs à 50 cm au-dessus du niveau PHE 10 (soit 259,52 m NGF) : Recours à des terres inertes excavées en provenance de l'extérieur du site. <p>Dans ce cadre, l'exploitant s'appuie notamment sur une étude hydrogéologique (rapport 139560/A du 05 décembre 2025) qui a évalué la cote des plus hautes eaux décennales à 259,2 m, la cote des plus hautes eaux trentennales à environ 259,5 m et la cote des plus hautes eaux cinquennales à 259,8 m.</p> <p>A ce stade, l'Inspection considère que ces propositions ne sont pas acceptables, celles-ci remettant notamment en cause les éléments du dossier initial, notamment pour ce qui concerne le volume total à remblayer et les incidences associées (volume total à remblayer, origine des déchets supplémentaires, compatibilité avec le SRADDET, incidence sur le trafic associé à l'excédent de matériaux, ...).</p> <p>A défaut de présenter un porter à connaissance au préfet avec tous les éléments d'appréciation, il appartiendra à l'exploitant de se conformer à la présente prescription.</p> <p>En outre, dans l'éventualité d'un porter à connaissance, au regard des cotes précisées ci-dessus et de la situation de l'installation en périmètre de protection éloignée, il appartiendra à l'exploitant</p>

de considérer une marge d'au moins un 0,5 m par rapport à la cote des plus hautes eaux cinquantennales pour la limite de remblaiement avec des matériaux extérieurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure pour stabilité du terrain

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement

Prescription contrôlée :

l'exploitant justifie, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de l'absence d'incidence sur la stabilité des terrains, notamment au regard de l'usage futur envisagé. Le cas échéant, l'exploitant présente dans le même délai les mesures nécessaires pour assurer la stabilité des terrains.

Constats :

Dans le cadre des travaux de remblaiement du site, l'exploitant propose un remblaiement par couches successives de limons, d'une épaisseur comprise entre deux et trois mètres, systématiquement compactées à l'avancement avec des contrôles de siccité.

Il considère que les dispositions mises en œuvre sur le site sont adaptées pour un usage agricole futur.

A ce stade, ces éléments n'appellent pas de remarque de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Incidence sur la nappe phréatique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement

Prescription contrôlée :

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant évalue sur la base d'une étude hydrogéologique, l'incidence du remblaiement sur la nappe phréatique compte tenu de la nature des matériaux utilisés.

Dans le même délai, il évalue la pertinence du réseau de surveillance en place et propose de le compléter si nécessaire.

Constats :

Il a été constaté que l'exploitant a mandaté un bureau d'étude pour réaliser une étude hydrogéologique (rapport 139560 du 05 décembre 2025). Elle a été communiquée par lettre du 17 décembre 2025.

Dans le cadre de cette étude, plusieurs modélisations ont été réalisées pour évaluer l'incidence des remblais au droit des installations et en limite aval des installations. L'étude conclut :

- *« Pour les matériaux présentant ponctuellement des dépassements des seuils ISDI (S3 / molybdène et S6 / sulfates), qui ne peuvent pas être baignés par la nappe vu leur hauteur et au vu des variations du niveau piézométrique, les calculs théoriques montrent que leur incidence sur la nappe est très faible à l'aplomb du remblai, et infime en limite aval du site. Les concentrations dans la nappe respectent les valeurs de référence à l'aplomb du remblai, et a fortiori en aval hydraulique ;*
- *Pour les matériaux de remblaiement qui peuvent être temporairement baignés par la nappe (base du remblai sur 1 à 1,5 m), et qui respectent les seuils ISDI :*
 - *Si l'on suppose que tout le massif atteint exactement les seuils ISDI, les calculs théoriques montrent que les valeurs de référence peuvent être dépassées pour l'arsenic, le baryum, le chrome, et le nickel à l'aplomb et jusqu'à moins de 250 m en aval des remblais, mais ce n'est pas le cas plus loin en aval et hors site. Les valeurs de référence sont dans ce cas aussi dépassées pour le plomb, jusqu'au-delà des limites du site, mais c'est déjà le cas en amont hydraulique hors influence du site. Le remblai contribuerait dans cette situation à une légère augmentation des concentrations en limite de site, s'atténuant vers l'aval.*
 - *Si l'on prend en compte les caractéristiques réelles du remblai, dont les concentrations moyennes sont nettement inférieures aux seuils ISDI, voire, pour de nombreuses substances dont le plomb, inférieures aux LQ du laboratoire (substances non détectées), les concentrations calculées dans la nappe sont bien moindres. Elles respectent toutes les valeurs de référence à l'aplomb du remblai, à l'exception du plomb. Cependant pour le plomb :*
 - *Les concentrations dépassent déjà la référence en amont du site*
 - *Le calcul réalisé, majorant, suggère une hausse minime de cette concentration en plomb en limite aval du site. Cependant en pratique, le remblai ne devrait pas induire de hausse significative de cette concentration car le plomb n'a été détecté dans aucun échantillon (calcul théorique réalisé avec la LQ)“.*

Dans le cadre de cette étude, la pertinence du réseau de surveillance a également été évaluée. Cette étude propose des préconisations pour assurer un suivi des eaux souterraines :

- Le réseau de surveillance actuel, bien que fonctionnel, pourrait être amélioré. Le piézomètre 445-8X-1148 (aval éloigné) permet un suivi, mais avec un décalage temporel (environ 3 mois) et une atténuation des concentrations due à la distance. Le piézomètre 445-8X-1149 (amont) ne représente pas fidèlement la qualité des eaux transitant sous le site.
- Pour optimiser la surveillance, il est recommandé d'ajouter un piézomètre en aval immédiat du remblai, afin d'assurer un suivi en temps réel, et de repositionner ou compléter le piézomètre amont pour qu'il reflète mieux l'écoulement réel de la nappe sous la zone remblayée.

Pour conclure, l'exploitant a communiqué les éléments attendus par la prescription précitée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 10, Arrêté du 12 décembre 2014
Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>dans un délai de 6 mois, l'exploitant met en œuvre les éventuelles préconisations relatives à la surveillance des eaux souterraines de l'étude hydrogéologique, en complément de la surveillance déjà imposée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection réalisée le 13 janvier 2026, l'exploitant a indiqué sa volonté de se conformer aux recommandations formulées par le bureau d'études. À cet effet, il a été envisagé l'implantation d'un nouveau piézomètre, situé en aval du remblai, ainsi que la mise en place d'un dispositif de surveillance adapté pour évaluer l'état des eaux souterraines en amont.</p> <p>À la date de l'inspection, aucun des piézomètres prévus n'était encore installé. L'exploitant a précisé que les démarches de consultation en vue de leur implantation avaient été engagées, sans qu'aucune décision opérationnelle n'ait cependant été formalisée à ce stade.</p> <p>L'Inspection observe toutefois que l'étude n'a été finalisée qu'au mois de décembre 2025. Dans ces conditions, le délai prévu par la présente prescription n'était pas compatible avec la mise en œuvre des préconisations de l'étude. Considérant les délais fixés aux articles 9 et 10 de l'arrêté du 26 février 2025, un délai de trois mois après réception de l'étude a été fixé à l'exploitant pour prendre en compte les recommandations de l'étude. Au regard de ces éléments, il n'est pas proposé de sanctions.</p> <p>La liste des paramètres à suivre n'a pas été précisée par le bureau d'études en charge de l'étude hydrogéologique.</p> <p>L'Inspection considère qu'il appartiendra à l'exploitant de se conformer à la liste précisée dans l'arrêté du 21 mai 2021.</p> <p>Il est proposé de compléter la surveillance des eaux souterraines au regard de ces éléments de manière pérenne.</p> <p>Au regard de ces éléments, un arrêté de prescriptions complémentaires est transmis concomitamment au préfet. Il vise à compléter la liste des ouvrages de surveillance.</p> <p>Par ailleurs, compte tenu du positionnement des nouveaux ouvrages de surveillance, le maintien du piézomètre 445-8X-71 dans le réseau de surveillance n'apparaît pas pertinent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de faire réaliser les piézomètres préconisés avant le 05 mars 2026 et de communiquer les justificatifs à l'Inspection.</p>

Il est attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que les piézomètres relèvent de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau. En conséquence, il lui appartient de porter à la connaissance du préfet tous les éléments relatifs à la création des ouvrages préalablement à leur réalisation, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

Les piézomètres devront être conçus et aménagés conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Ces éléments sont à communiquer à l'Inspection dans les meilleurs délais.

De plus, il appartiendra à l'exploitant de faire référencer les ouvrages à la banque du sous-sol et de communiquer les références à l'Inspection.

Enfin, il est rappelé que si l'ouvrage 445-8X-71 est abandonné, il appartient à l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 relatives à la mise en sécurité des ouvrages.

Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, prescriptions complémentaires
Proposition de délai : 10 jours